



Membre de



ÉCOLOGIE DU CARCASSONNAIS, DES CORBIÈRES ET DU LITTORAL AUDOIS

Association loi 1901 de vigilance environnementale créée en 1988, agréée pour la protection de l'environnement par le préfet de l'Aude au titre des articles L.141.1 et suivants et R.141.2 à R.141.20 c.env., et habilitée par le préfet de l'Aude à prendre part au débat sur l'environnement au titre des articles L.141.1 à L.141.3 et R.141.21 à R.141.26 c.env.

BI-11 Retour sur l'été 2026

Bulletin d'information n°11

RETOUR SUR L'ETE 2026 : nous avons (encore) changé de climat et nous ne faisons (toujours) pas le nécessaire

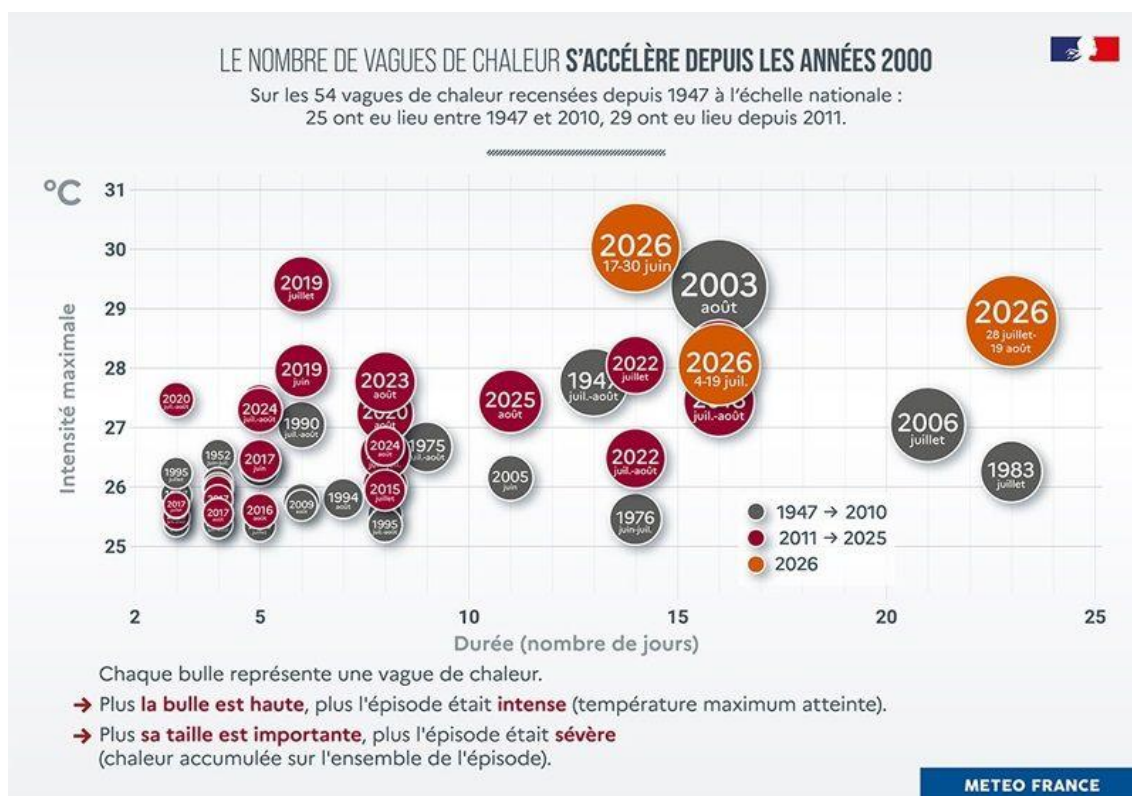
Voici un résumé de l'été 2026 qui est riche en ressenti, pour mieux comprendre l'avenir. Il est suivi d'un rappel des bases à connaître pour s'adapter au nouveau climat et participer à enrayer sa dérive. Il n'est pas exhaustif, car il ne s'agit pas d'un rapport scientifique, mais de morceaux choisis pour éclairer les choix collectifs. Ici, l'auteur ne donne pas son avis ; il liste et décrit des faits et les met en perspective avec nos meilleures connaissances scientifiques.

Les événements nationaux sont reliés aux événements internationaux, afin que ce sujet planétaire ne soit pas abordé uniquement par une vision franco-française.

Sommaire :

1. Une succession exceptionnelle de vagues de chaleur
2. À la chaleur s'ajoute une sécheresse exceptionnelle
3. Chaleur et sécheresse touchent directement notre alimentation
4. Chaleur et sécheresse contraignent aussi la production d'électricité
5. La chaleur entre aussi dans les logements, écoles, hôpitaux, EHPAD...
6. Une surmortalité qui ne concerne pas seulement les personnes très âgées
7. Les infrastructures ont, elles aussi, leurs limites climatiques
8. Des épisodes orageux parfois extrêmement violents (tornades, grêle, foudre)
9. Même la haute montagne change sous nos yeux
10. Tout cela se produit dans un contexte mondial exceptionnel
11. Nous avons (encore) changé de climat.
12. Pour les prochains mois, un El Niño potentiellement exceptionnel continue de s'intensifier
13. Cela ne signifie évidemment pas que nous n'aurons pas d'hiver, ni qu'il ne pourra pas faire froid.
14. Et après ? L'été 2026 n'est pas un aboutissement, mais un point de passage
15. Parce que nos activités modifient la composition gazeuse de l'atmosphère
16. Les plus fragiles sont les plus exposés... mais personne n'est à l'abri
17. L'adaptation engage aussi l'avenir des territoires et là encore, aucun n'est à l'abri
18. L'agriculture bourreau et victime
19. Ni techno-solution miracle, ni nature toute-puissante
20. La conclusion reste toujours la même.
21. Alors, vu du climat, qu'est-ce qu'un bon programme politique ?
22. L'économie ? Un domaine volontairement mis de côté

1- Une succession exceptionnelle de vagues de chaleur



Tout commence par un épisode de chaleur du 21 au 30 mai, d'une précocité inédite en France ([Météo-France](#)).

Puis viennent trois vagues de chaleur nationales : du 17 au 30 juin, du 4 au 19 juillet, puis du 28 juillet au 19 août. Cette dernière dure 23 jours, égalant la plus longue jamais observée en France. ↗ [Météo-France](#) ↗ [Météo-France](#)

Juin devient **le mois de juin le plus chaud jamais mesuré en France**. Les 24 et 25 juin sont les deux journées les plus chaudes jamais observées en moyenne nationale, tous mois confondus, et les 40 °C sont dépassés au moins une fois sur plus de 40 % du territoire ([Météo-France](#)).

Puis juillet devient à son tour, avec 24,9 °C de moyenne, **le mois le plus chaud jamais enregistré en France depuis 1900, devant août 2003** ([Météo-France](#)).

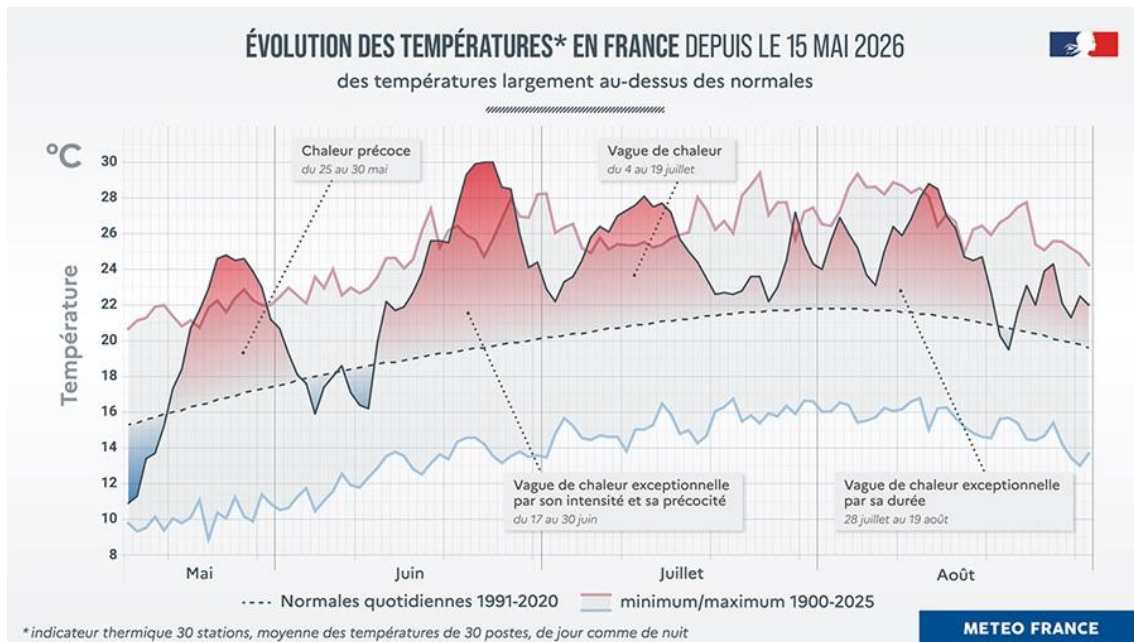
Et les records ne concernent pas quelques stations isolées : Bordeaux atteint 42,5 °C ; Cognac 42,7 °C ; Saintes 43,8 °C, Rennes 41,5 °C et Nantes 42,2 °C. ↗ [Météo-France](#)

À Strasbourg, 40,4 °C sont mesurés : c'est le premier dépassement de 40 °C depuis le début des mesures de température à la station en 1945. ↗ [Météo-France](#)

Le Sud-Est, pourtant déjà habitué aux fortes chaleurs, franchit lui aussi de nouveaux seuils. À **Marignane**, près de Marseille, 40,5 °C sont mesurés le 8 juillet : **c'est le premier dépassement de 40 °C depuis l'ouverture de la station en 1921.**

À Vivès, **dans les Pyrénées-Orientales**, la température ne descend pas sous 30,6 °C dans la nuit du 8 au 9 juillet : **nouveau record national de température minimale** pour la France hexagonale et la Corse.

À Bordeaux, la station de Mérignac, ouverte en 1920, n'avait **jamais atteint 40 °C au XXe siècle**. Ce seuil a été franchi 5 fois entre 2003 et 2025. **Au cours du seul été 2026, il a été franchi 7 fois.**



Le bilan définitif publié le 3 septembre change encore l'échelle du constat : **l'été 2026 est le plus chaud jamais mesuré en France, +3,6 °C** par rapport à la référence calculée entre 1991 et 2020.

Les maximales présentent une anomalie saisonnière de +4,8 °C. Sur le réseau principal, **le seuil de 40 °C a été franchi 178 fois**, contre 88 fois pendant l'été 2003 ; **45 % du territoire a connu au moins une valeur ≥ 40 °C**, alors qu'au XXe siècle le seuil de 40 °C n'était que très exceptionnellement atteint.

Et récemment, c'est **plus de 200 records de chaleur pour un mois de septembre** qui viennent d'être battus, parfois de près de 5 °C !

Un nouveau seuil est franchi et il est plus que symbolique, 40 °C est devenu possible en septembre en France pour la première fois depuis le début des mesures : St-Come-d'Olt (12) 41,8 °C ; Durban-Corbières (11) 40,8 °C ; Lavaur (81) 40,3 °C ; Le Mas d'Azil (09), Siran (34) et Céret (66) 40,2 °C ; Fitou (11) 40,0 °C.

Ce ne sont donc pas quelques records ponctuels : c'est le domaine du possible qui se déplace.

2- À la chaleur s'ajoute une sécheresse exceptionnelle

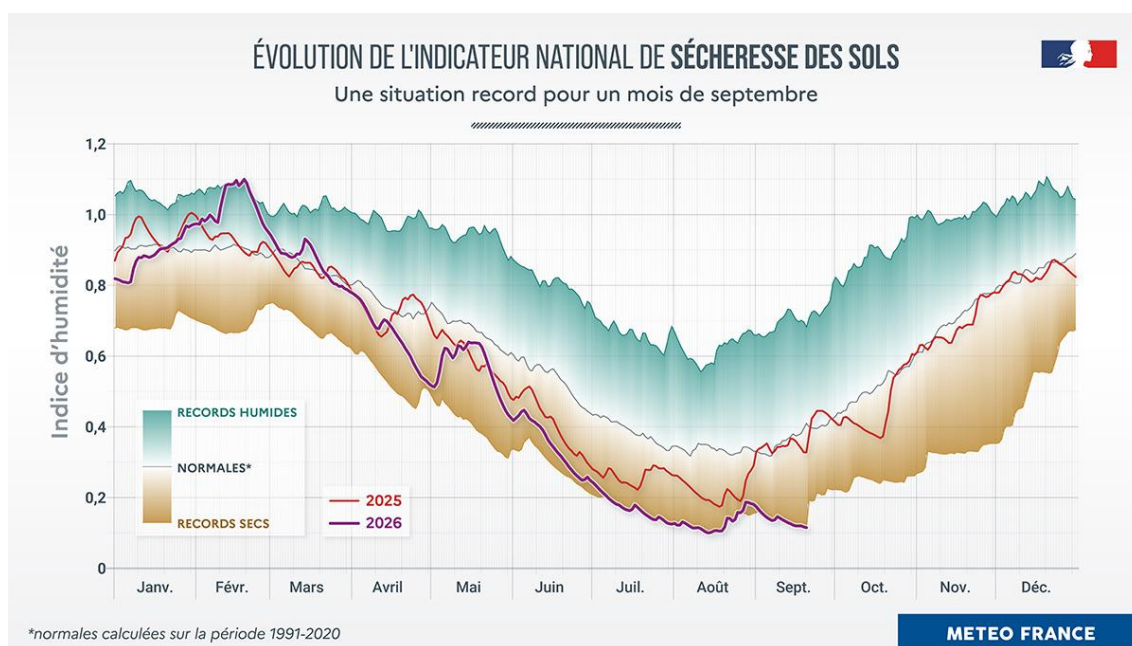
Après un printemps déjà très sec, il n'est tombé en juin qu'environ la moitié des pluies normales sur la France, puis près de 70 % de moins que la normale en juillet. Avec près de 40 % de déficit pluviométrique, l'été 2026 est le deuxième été le moins arrosé depuis 1959, derrière 1962 et devant 1976. ↗ Météo-France – bilan de l'été

Début août, l'humidité des sols passe sous le minimum absolu de 2022. Les pluies de la seconde moitié d'août apportent un répit, mais **leur bénéfice est déjà perdu** : depuis le 1er septembre, une seule journée a dépassé 1 mm de pluie en moyenne nationale. Au 20 septembre, **84 % du territoire**

connaît une sécheresse des sols qui ne se rencontrait en moyenne qu'une fois tous les dix ans en septembre. ↗ [Météo-France – 22 septembre](#)

Sur un large axe du Sud-Ouest au Nord-Est, les sols battent des records de sécheresse pour la saison. En Languedoc-Roussillon, en Dordogne, en Corrèze et dans le Bas-Rhin, les records concernent même toutes les saisons. ↗ [Météo-France – 22 septembre](#)

La sécheresse gagne aussi les nappes souterraines : au 15 septembre, 62 % des points suivis par le BRGM présentent un niveau inférieur aux normales et 81 % sont encore en baisse. ↗ [BRGM – 18 septembre](#)



Humidité des sols : courbe actualisée au 20 septembre 2026. La ligne violette représente 2026. [Météo-France – 22 septembre](#)



Records de sécheresse des sols au 21 septembre 2026. Source : Météo-France, publication du 22 septembre.

Et la sécheresse ne s'arrête pas à l'Hexagone. Après un juillet record de chaleur et très sec en Guadeloupe et dans les Îles du Nord, août reste particulièrement chaud, avec un record égalé dans les Îles du Nord. Des pluies parfois extrêmes, notamment au Moule et à Saint-François, alternent avec des périodes sèches. ↗ [Météo-France Guadeloupe – bilan d'août](#)

Et le phénomène est européen. L'analyse publiée le 16 septembre par l'Observatoire européen de la sécheresse décrit, pour la fin août, une situation critique en France, au Benelux, dans l'ouest et le sud de l'Allemagne, le nord de l'Italie, les bassins supérieur et moyen du Danube et le nord des Balkans. Une amélioration apparaît dans certaines parties du bas Danube. ↗ [Observatoire européen de la sécheresse](#)

Les conséquences deviennent spectaculaires : en août, **la Loire, le Pô, le Rhin et le Danube, quatre des grands fleuves européens, atteignent des niveaux extrêmement bas, parfois records** ([Commission européenne – JRC](#)).

Sur le Rhin, plusieurs stations ont enregistré à la mi-août des niveaux d'eau historiquement bas. La navigation a continué, mais les péniches ont dû réduire leur chargement, perturbant le transport de marchandises et les approvisionnements industriels. ↗ [Commission centrale pour la navigation du Rhin – 10 septembre](#)

Sur le Danube, des records de basses eaux ont été observés notamment en Hongrie et en Roumanie ([ESA](#)).

3- Chaleur et sécheresse touchent directement notre alimentation

Le bilan dressé début septembre par le ministère de l'Agriculture est lourd : **95 départements ont subi des restrictions d'eau, dont 79 classés en crise au plus fort de l'été ; dans de nombreux territoires, les pertes de rendement atteignent 50 % en moyenne et les stocks de fourrage sont inférieurs de plus de moitié à la normale.** ↗ [Ministère de l'Agriculture](#)

L'estimation d'Agreste publiée le 15 septembre confirme la gravité des pertes : la récolte française de maïs grain est désormais attendue à **8,1 millions de tonnes, son niveau le plus bas depuis 1980.** ↗ [Agreste – 15 septembre](#)

L'élevage a lui aussi payé un tribut exceptionnel à la canicule de juin. En Bretagne, plus de 6 600 tonnes de cadavres de volailles ont été signalées dans une question parlementaire du 14 juillet ; dans le seul Finistère, **753 tonnes de volailles et de porcs** ont dû être enfouies dans 378 élevages. Les capacités normales d'équarrissage ont été saturées, obligeant l'État à autoriser des enfouissements exceptionnels et même le recours à des installations de stockage de déchets. ↗ [Assemblée nationale](#) ↗ [Préfecture du Finistère](#)

En Bretagne, brocolis, petits pois, artichauts, choux-fleurs, salades et autres légumes ont perdu de 20 % à parfois 100 % de leur production, selon les cultures et les parcelles. Dans la Manche, les carottes perdent environ 30 %. FranceAgriMer confirme parallèlement une offre déficitaire notamment en salades, tomates, concombres et courgettes. Plus préoccupant : des jeunes plants destinés aux récoltes d'automne et d'hiver sont morts. **Une partie des conséquences sur l'approvisionnement ne se fera donc sentir que dans les prochains mois.** ↗ [FranceAgriMer](#) ↗ [Le Monde](#)

Et la France est loin d'être seule.

Au Royaume-Uni, la récolte de brocolis a été divisée par deux et celle de petits pois réduite d'environ un tiers. Le pays a dû importer des légumes en pleine saison britannique ; sur le marché de gros, certains prix ont bondi d'environ 90 % pour la laitue, 60 % pour les tomates et 40 % pour les pommes de terre. ↗ [The Guardian](#)

Pour le maïs européen, la Commission prévoit seulement 50,1 millions de tonnes, presque un record de vingt ans et environ 20 % sous la moyenne récente. **La Hongrie, traditionnellement exportatrice, devrait même devenir importatrice nette.** ↗ [Reuters](#)



Maïs affecté par la sécheresse en Hongrie, Márton Bussay

Et les chocs se multiplient ailleurs dans le monde.

On constate déjà des échecs de cultures en Afrique de l'Est et dans le corridor sec d'Amérique centrale. En Corée du Sud, le ministère de l'Agriculture recense le 20 septembre près de 5 900 hectares de cultures endommagées par la chaleur et la sécheresse de juillet et août. ↗ [Commission européenne – JRC](#) ↗ [Ministère coréen de l'Agriculture – 20 septembre](#)

Il ne s'agit pas d'annoncer une pénurie alimentaire mondiale : stocks, échanges et bonnes récoltes ailleurs jouent encore leur rôle d'amortisseur. Mais les conséquences économiques commencent à apparaître.

En août, l'indice FAO des prix alimentaires internationaux progresse de 1,9 %, à son plus haut niveau depuis novembre 2022. La chaleur et la sécheresse y contribuent, aux côtés des conflits et des perturbations commerciales. Les dégâts aux cultures d'automne et d'hiver pourraient encore affecter l'offre dans les prochains mois ; leur effet sur les prix n'est pas encore connu. ↗ [FAO – 4 septembre](#)

4- Chaleur et sécheresse contraignent aussi la production d'électricité

En août, la chaleur ne s'est pas contentée d'augmenter la demande d'électricité : elle a simultanément réduit une partie de la production. **À Golfech**, l'unité n°2 est restée arrêtée du 8 au 20 août lorsque la Garonne approchait 28 °C ; **au Bugey**, l'unité n°3 a été arrêtée du 11 au 18 août lorsque le Rhône approchait 26 °C ; **au Tricastin**, l'unité n°1 a été arrêtée du 15 au 19 août. **À Saint-**

Alban, la puissance a également été modulée pour limiter l'échauffement du Rhône. ↗ [EDF – Golfech](#) ↗ [EDF – Bugey](#) ↗ [EDF – Tricastin](#) ↗ [EDF – Saint-Alban](#)

Même la mer n'offre pas une protection absolue : à **Gravelines**, des arrivées massives de méduses ont obstrué les systèmes de filtration de l'eau de mer et provoqué l'arrêt de plusieurs réacteurs en août. Ce risque est d'une autre nature que la chaleur des fleuves, mais rappelle que le refroidissement reste une contrainte physique centrale des centrales thermiques, nucléaires comme fossiles.

Le bilan publié par RTE le 21 septembre précise l'ampleur des effets en France. De juin à août, l'hydroélectricité tombe à **10,8 TWh, son deuxième plus faible total estival depuis cinquante ans.** ↗ [RTE – bilan de l'été](#)

Le solaire a aidé à couvrir les besoins de climatisation. Ceux-ci persistent en soirée, lorsque sa production diminue ; toutefois, la pointe du soir reste en moyenne légèrement inférieure à celle du midi. L'éolien a également progressé sur l'ensemble de l'été, avec des résultats variables pendant les canicules.

Malgré ces contraintes, l'approvisionnement national a été préservé et la France est restée exportatrice. La chaleur accroît certains besoins électriques tout en limitant une partie de la production, mais le système a pu y faire face cet été.

5- La chaleur entre aussi dans les logements, écoles, hôpitaux, EHPAD...

Une canicule ne s'arrête pas à la porte des logements. **Une partie du parc immobilier français a été conçue pour conserver la chaleur en hiver**, pas pour rester habitable après plusieurs journées proches de 40 °C et des nuits qui ne rafraîchissent plus les murs.

La canicule de juin survient alors que les écoles sont encore ouvertes et que les examens se déroulent, **et celle de début septembre dans le Sud, en pleine rentrée scolaire.** Le ministère de l'Éducation nationale a permis des adaptations pouvant aller **jusqu'à la fermeture d'établissements ou au report d'épreuves.** La canicule n'est plus seulement un problème des vacances d'été : elle intervient désormais pleinement dans le calendrier scolaire. ↗ [Éducation nationale](#)

Dans les services de santé, la chaleur augmente les besoins de soins tout en dégradant les conditions de travail et d'hébergement. Par exemple, Santé publique France enregistre un pic historique de 2 089 passages aux urgences pour des pathologies liées à la chaleur le 26 juin. ↗ [Santé publique France](#)

Les EHPAD concentrent plusieurs vulnérabilités : âge, pathologies chroniques, moindre mobilité et bâtiments pas toujours adaptés. Lorsque plusieurs nuits restent très chaudes, les solutions passives finissent elles aussi par atteindre leurs limites. Une pièce climatisée par EHPAD est bien, l'ouvrir aux extérieurs est encore mieux, mais c'est très insuffisant.

Le Haut-commissariat à la stratégie et au plan souligne, à partir d'une enquête de 2025, que 37 % des foyers modestes déclarent souffrir de la chaleur l'été dans leur logement, contre 20 % des foyers les plus aisés. ↗ [Haut-commissariat à la stratégie et au plan](#)

6- Une surmortalité qui ne concerne pas seulement les personnes très âgées

D'après les estimations publiées par Santé publique France jusqu'au 16 septembre, les trois grandes canicules de juin à août s'accompagnent d'au moins **7 824 décès toutes causes en excès** dans les départements concernés. Ce bilan reste provisoire et ne constitue pas un décompte individuel des décès causés par la chaleur. ↗ [Santé publique France – 16 septembre](#)

Pour la seule période caniculaire du 17 juin au 2 juillet, Santé publique France estime au moins 5 764 décès toutes causes en excès dans les départements concernés, soit +36,2 % par rapport au nombre attendu. Les 75 ans et plus représentent les deux tiers de ce bilan provisoire : **cela signifie aussi qu'environ un tiers de l'excès concerne des moins de 75 ans.**

Pour cet épisode de juin, le résultat le plus frappant est ailleurs : pour la première fois dans cette surveillance, **un excès de mortalité apparaît dans toutes les classes d'âge à partir de 15 ans.** Cela ne permet pas d'identifier combien de décès sont liés au travail ou au sport, mais cela interdit de réduire le risque caniculaire aux seules personnes très âgées. ↗ [Santé publique France](#)

Le bilan est également lourd ailleurs en Europe. En Allemagne, le Robert Koch-Institut estime, dans son rapport du 17 septembre couvrant la période du 6 avril au 6 septembre, environ 16 000 décès liés à la chaleur. Ce bilan reste provisoire. Les méthodes nationales diffèrent : ces estimations ne s'additionnent pas simplement. ↗ [Robert Koch-Institut – 17 septembre](#)

7- Les infrastructures ont, elles aussi, leurs limites climatiques

Rails, caténaires, routes, ponts, réseaux électriques, réseaux internet et voies navigables ont été conçus à partir d'un climat de référence ([Le Monde](#)). Lorsque les extrêmes sortent de cette enveloppe, les marges de sécurité diminuent et les pannes se multiplient.

La SNCF a imposé ralentissements et suppressions pour cause de wagons surchauffés et de rails dilatés qui impactent la sécurité des trains et des voyageurs. ([Le Monde](#)). Des routes ont été fermées ([France 3](#), [Ouest France](#)). Le nombre d'incendies de voiture diesel a fortement augmenté (Gocar) ([France 3](#)), parfois à l'origine de feux de forêt (20 Minutes) ([Observatoire de la forêt](#)). Même les ascenseurs sont impactés par la canicule ([France 3](#)).

Aux Pays-Bas, ce sont les ponts mobiles qu'il faut refroidir car leurs éléments en acier se dilatent sous la chaleur et peuvent empêcher leur fonctionnement. ↗ [Rijkswaterstaat](#)



Et il existe un autre signal climatique que la canicule et la sécheresse actuelles ne doivent pas faire oublier : **l'intensification des précipitations extrêmes**. À l'échelle mondiale, le GIEC estime qu'une hausse de 1 °C s'accompagne d'environ 7 % d'intensité supplémentaire pour les précipitations extrêmes.

Or une grande partie de nos réseaux pluviaux, buses, ponts, protections contre les inondations et autres ouvrages hydrauliques ont été dimensionnés avec des statistiques historiques et des périodes de retour : décennales, trentennales, centennales. Une pluie « centennale » n'est pas une quantité d'eau immuable. Si le climat change, la probabilité change elle aussi. **Une infrastructure dimensionnée sur le climat du XX^e siècle peut donc se retrouver sous-dimensionnée sans avoir physiquement vieilli.**

8- Des épisodes orageux parfois extrêmement violents (tornades, grêle, foudre)

La chaleur et la sécheresse ne signifient évidemment pas absence d'orages. Au contraire, lorsqu'une masse d'air très chaude et humide rencontre des conditions dynamiques favorables, l'énergie disponible pour la convection peut être considérable.

Le 24 août, une tornade d'intensité EF3 frappe Pomas, dans l'Aude. L'enquête complète de Keraunos porte le bilan à environ 400 habitations touchées, dont 47 inhabitables, avec des vents estimés entre 220 et 270 km/h. C'est un événement météorologique récurrent en France, mais très rare à cette intensité. ↗ [Keraunos – enquête complète](#)



Cet épisode s'inscrit dans un vaste phénomène nommé techniquement « un derecho » ayant balayé le Sud de la France jusqu'à la Serbie en passant par l'Italie, avec des rafales supérieures à 120 ou 130 km/h sur plusieurs secteurs méditerranéens, de fortes pluies, de la grêle et une activité électrique très importante ([Keraunos](#)). Les dégâts et les blessés ont été nombreux mais occultés médiatiquement par la tornade de Pomas.

Et ce n'était pas un épisode isolé : le 27 août, Météo-France relevait jusqu'à **142 km/h sous orage en Seine-et-Marne**, plus de 50 mm de pluie localement et des chutes de grêle importantes ([Météo-](#)

France). Et une autre tornade avait déjà frappé la Loire au nord de Saint-Étienne le 16 juillet (Le Progrès).

La grêle constitue un autre risque direct. **Au cours de l'été 2026, plusieurs orages en Europe produisent des grêlons de plusieurs centimètres ; en Italie, certains diamètres sont estimés à 10 cm ou davantage (PRETEMP).** À ces dimensions, on ne parle plus de carrosseries cabossées : vitrages, tuiles, toitures et panneaux solaires peuvent être traversés ou détruits. Les oiseaux et d'autres animaux sauvages paient parfois un prix fort face à de pareilles chutes de grêle.

Il faut cependant rester prudent sur l'attribution de chaque tornade ou de chaque orage au changement climatique : le signal est beaucoup moins simple que pour les températures. Il est difficile de prétendre avec sérieux que tel orage ou telle tornade n'aurait pas existé sans changement climatique.

En revanche, comme vu au chapitre précédent, une atmosphère plus chaude contient davantage de vapeur d'eau et les mers et océans qui entourent la France sont exceptionnellement chauds depuis mai 2026. Cela constitue un réservoir supplémentaire d'énergie et d'humidité pour les systèmes convectifs. Cela crée des conditions plus favorables à des précipitations plus extrêmes et plus intenses qu'elles n'auraient été avec des températures de l'eau et de l'air proches de la normale.

9- Même la haute montagne change sous nos yeux

Dans le massif du Mont-Blanc, les refuges du Goûter et de Tête Rousse ont dû fermer le 11 août en raison de chutes de pierres devenues trop dangereuses dans le couloir du Goûter. La Fédération française des clubs alpins indique explicitement que **sécheresse et températures élevées compromettent l'équilibre thermique des parois et fragilisent la cohésion des roches**, augmentant les éboulements (FFCAM).

La Suisse suit le même phénomène avec beaucoup d'attention : le réchauffement du pergélisol de montagne diminue progressivement la stabilité de certaines parois et augmente le risque d'éboulements sur 6 à 8 % du territoire, tout en fragilisant également des infrastructures construites sur le pergélisol (Office fédéral suisse de l'environnement).

La Suisse suit déjà ce risque de très près parce qu'il ne concerne pas seulement les itinéraires d'alpinisme. Le dégel du pergélisol peut fragiliser des parois mais aussi des pylônes, refuges, routes, remontées mécaniques et autres infrastructures ancrées dans un sous-sol qui perd progressivement son ciment : la glace.

Le même mécanisme est suivi en Autriche et dans l'ensemble des Alpes. À l'échelle mondiale, le changement d'échelle devient encore plus évident dans les Andes, en Alaska ou dans l'Himalaya : glaciers plus vastes, lacs glaciaires, avalanches de glace et de roche, crues brutales. Le réchauffement n'explique pas à lui seul chaque catastrophe, mais il transforme l'état initial des glaciers et du pergélisol sur lequel ces aléas se développent.

Heureusement, les Alpes ne sont pas aux mêmes dimensions que l'Himalaya et il faut souhaiter que nos systèmes de surveillance nous mettent à l'abri des mêmes catastrophes.

10- Tout cela se produit dans un contexte mondial exceptionnel

Ce que nous observons en France n'est pas une anomalie régionale isolée. **L'Amérique du Nord, l'Afrique et l'Asie** ont toutes connu leur mois de juillet le plus chaud, selon le bilan de la NOAA relayé par l'OMM. ↗ [OMM – bilan mondial](#)

Le bilan d'août publié par Copernicus complète ce tableau : **août 2026 est le mois d'août le plus chaud jamais enregistré dans le monde**, à +1,65 °C par rapport à la période préindustrielle. Sur juin-juillet-août, la température mondiale égale le record de 2024. L'Europe occidentale connaît son été le plus chaud, devant 2003, tandis que l'Europe entière se classe au troisième rang. ↗ [Copernicus C3S – août 2026](#)

L'Espagne péninsulaire a connu **son été le plus chaud jamais mesuré** : 24,5 °C de moyenne, soit +2,4 °C par rapport à 1991-2020, selon le bilan publié le 21 septembre. C'est aussi le troisième été le plus sec depuis 1961. Dans ses données mises à jour le 22 septembre, MoMo estime environ 2 162 décès attribuables à la chaleur en août et 5 718 du 15 mai au 21 septembre. Ce bilan reste provisoire. ↗ [AEMET – bilan de l'été](#) ↗ [MoMo-ISCIII](#)

Au Royaume-Uni, 35 °C ou plus sont atteints en mai, juin, juillet et août d'une même année pour la première fois. L'été 2026 devient le plus chaud jamais enregistré avec une probabilité d'occurrence multipliée par 130 par rapport au climat passé. Un tel été avait une probabilité annuelle d'environ une sur mille ; il est maintenant devenu probable plus d'une fois par décennie. ↗ [Met Office](#)

En Italie, le Piémont termine l'été 2026 comme le plus chaud de sa série régionale depuis 1958, dépassant même 2003. ↗ [ARPA Piemonte](#)

En Tunisie, le bilan préliminaire publié le 22 septembre classe l'été 2026 au premier rang depuis 1950, avec +2,9 °C au-dessus de la normale 1991-2020. Août est lui aussi le plus chaud de la série, avec 32,3 °C de moyenne nationale. ↗ [Institut national de la météorologie – bilan de l'été](#)

Aux États-Unis, le bilan de la NOAA confirme que l'ensemble de l'été 2026 est le plus chaud jamais observé sur les 48 États contigus depuis 1895, avec 23,6 °C de moyenne. Après le record de juillet, août bat également son record, avec 24,2 °C. ↗ [NOAA/NCEI – bilan d'août et de l'été](#)

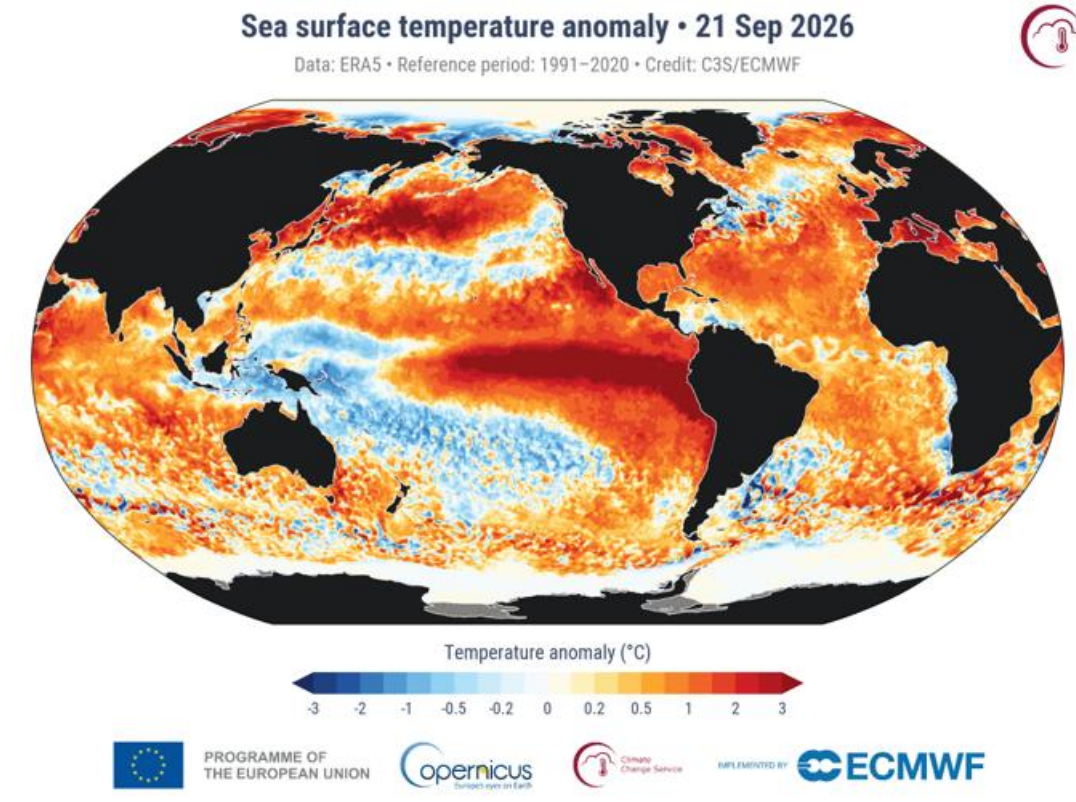
Au Brésil, en plein hiver austral, dix villes atteignent ou dépassent 40 °C le 10 août, jusqu'à 41,4 °C à Goiás ; Goiânia bat son record d'août avec 38,3 °C. **En Amazonie**, Manaus ne reçoit que 2,6 mm de pluie pendant tout le mois, soit un déficit de 95,4 % par rapport à sa moyenne d'août. ↗ [INMET – chaleur](#) ↗ [INMET – bilan d'août](#)

Au Japon, le nord de Kyushu connaît simultanément son mois d'août le plus chaud et le moins arrosé : les précipitations n'atteignent que 12 % de la normale. Dans l'ouest du pays, la dernière décade d'août est la plus chaude depuis 1946. ↗ [JMA – bilan d'août](#) ↗ [JMA – données régionales](#)

En Corée du Sud, 42,5 °C sont atteints le 2 août, contre 41,0 °C pour le précédent record national de 2018. La chaleur nocturne s'installe également : sur l'été, la KMA compte 2,8 fois plus de nuits tropicales que la normale. ↗ [KMA – bilan de l'été](#) ↗ [Définition du seuil](#)

À Hong Kong, le service météorologique officiel relève 39,8 °C à Sheung Shui le 9 août, valeur la plus élevée de son réseau de stations automatiques depuis sa création dans les années 1980. Le 12 août, le minimum journalier à l'Observatoire reste à 30,2 °C : nouveau record de température minimale. ↗ [Hong Kong Observatory](#)

Et pendant ce temps, **les océans eux-mêmes sont à des niveaux records** : après le record de juillet, leur température de surface moyenne atteint 21,07 °C en août 2026. C'est le mois d'août le plus chaud et le record tous mois confondus est égalé, à hauteur de mars 2024. Autour de l'Europe aussi, des records persistent, avec de fortes à sévères vagues de chaleur marines. ↗ [Copernicus C3S](#)



11- Nous avons (encore) changé de climat.

Une étude d'attribution conclut qu'avec le climat de **1976**, les températures observées en juin 2026 auraient été **impossibles**. Même par rapport au climat de 2003, les températures diurnes de juin 2026 sont devenues encore **10 fois plus probables**, et les températures nocturnes **plus de 100 fois plus probables**. ↗ [World Weather Attribution](#)

C'est le constat essentiel de 2026 : nous ne sommes pas devant une anomalie météorologique exceptionnelle survenant dans un climat relativement stable comme en 1924, 1947 ou 1976. Les vagues de chaleur existaient bien avant le réchauffement actuel. Ce qui change est leur fréquence et le niveau auquel elles surviennent : Météo-France en recense 17 à l'échelle nationale avant 2000 et 37 depuis 2000. L'été 2026 produit 3 vagues de chaleur à lui seul. ↗ [Météo-France](#)

Nous vivons les manifestations d'un climat dont la distribution statistique des températures se déplace rapidement.

12- Pour les prochains mois, un El Niño potentiellement exceptionnel continue de s'intensifier

Un épisode El Niño **est désormais installé dans le Pacifique tropical et continue de s'intensifier.**

Le suivi NOAA du 21 septembre reprend les prévisions du 10 septembre : **plus de 90 % de probabilité d'un El Niño très fort à l'automne et au début de l'hiver**, et 75 % de probabilité d'une intensité record depuis 1950 sur la période d'octobre à décembre 2026. ↗ [NOAA – 21 septembre](#)

La NOAA prévoit que l'épisode se prolonge pendant l'hiver et jusqu'au début du printemps 2027.

El Niño redistribue énormément de chaleur entre l'océan et l'atmosphère et modifie les circulations atmosphériques à l'échelle planétaire. **Ses effets maximaux sur la température moyenne mondiale apparaissent généralement avec quelques mois de retard** : c'est notamment ce qui explique qu'après le fort El Niño apparu en 2023, le maximum thermique mondial ait été observé en 2024.

Pour l'Europe, El Niño ne permet pas de prévoir directement le temps qu'il fera chez nous cet hiver. Son influence est moins directe que dans les régions tropicales ; la circulation atmosphérique de l'Atlantique Nord reste prédominante. En revanche, El Niño apporte temporairement une contribution supplémentaire à une planète déjà exceptionnellement chaude.

Il est donc raisonnable de considérer que **le contexte thermique mondial restera extrêmement élevé au cours des prochains mois et pourrait se prolonger en 2027**, El Niño venant temporairement se superposer au réchauffement climatique de fond.

13- Cela ne signifie évidemment pas que nous n'aurons pas d'hiver, ni qu'il ne pourra pas faire froid.

Nous pourrions parfaitement connaître en France ou en Europe des épisodes froids, éventuellement marqués. Une saison plus chaude que la normale peut comporter des périodes froides : c'est la moyenne de l'ensemble de la saison qui compte.

C'est une distinction essentielle entre **climat et météo** : un hiver globalement doux peut parfaitement comporter quelques journées très froides ou semaines froides.

Autrement dit, après cet été 2026 exceptionnel, **le contexte mondial reste exceptionnellement chaud. Cela n'exclut pas, en France ou en Europe, des périodes proches des normales ou plus froides.**

14- Et après ? L'été 2026 n'est pas un aboutissement, mais un point de passage

La France a désormais une trajectoire officielle pour son adaptation : la TRACC, Trajectoire de Réchauffement de référence pour l'Adaptation au Changement Climatique. ↗ [Météo-France](#)

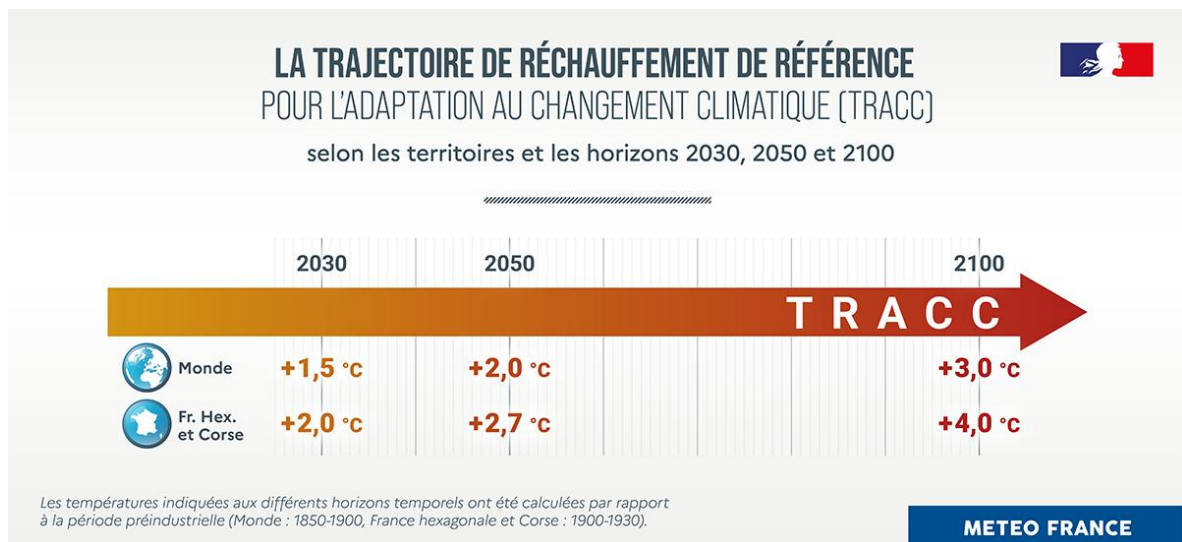
Météo-France estime que le réchauffement d'origine humaine atteint déjà environ +1,9 °C en 2025 en France hexagonale et en Corse par rapport à la période préindustrielle. Les impacts associés à différents niveaux de réchauffement relèvent du travail scientifique de régionalisation climatique. ↗ [HCC – 2026](#)

En revanche, leur association à un calendrier — environ +2 °C vers 2030, +2,7 °C vers 2050 et +4 °C vers 2100 — constitue la trajectoire de référence retenue par l'État pour l'adaptation : c'est donc aussi un choix de politique publique, fondé sur une hypothèse d'évolution des émissions mondiales. ↗ [Météo-France – TRACC](#)

Autrement dit, tout ce qui vient d'être décrit dans ces pages – records au-delà de 40 °C, nuits à plus de 30 °C, sécheresse, pertes agricoles, surmortalité, centrales contraintes, logements et infrastructures à leurs limites – se produit avant même d'avoir atteint +2 °C de réchauffement d'origine humaine en France.

Les quelques dixièmes de degré supplémentaires des prochaines années ne seront donc pas anecdotiques. Ils déplaceront encore les extrêmes. Et les degrés suivants ne signifieront pas simplement « la même chose, un peu plus chaud » : ils obligeront à redimensionner, voire à repenser, bâtiments, réseaux, agriculture, gestion de l'eau, santé, transports et assurances.

Le coût donne déjà une idée de la limite. France Assureurs estime à 143 milliards d'euros le coût cumulé des sinistres dus aux événements naturels sur 2020-2050, soit +93 % par rapport à 1989-2019. ↗ [France Assureurs – 143 Md€](#)



Ainsi, il existe une limite que les discours sur l'adaptation oublient souvent : on peut techniquement renforcer une digue, climatiser un bâtiment, déplacer une culture ou reconstruire après un sinistre. Mais si chaque dixième de degré augmente simultanément le nombre, l'intensité et le coût des adaptations nécessaires, vient un moment où nous saurons encore quoi faire... sans avoir collectivement les moyens de le payer.

L'adaptation ne devient alors pas impossible : elle devient hors de prix. Mais au-delà du prix, il existe aussi des limites physiques et écologiques : certaines adaptations deviennent impossibles, même lorsque l'argent est disponible. ↗ [GIEC – limites de l'adaptation](#)

À ce stade se pose aussi la question de l'assurabilité : non plus seulement « combien coûte la prime ? », mais « ce risque peut-il encore être mutualisé et assuré à un prix supportable ? ».

Nous voyons déjà arriver le jour où il faudra faire des choix sur ce que l'on adapte et ce que l'on abandonne.

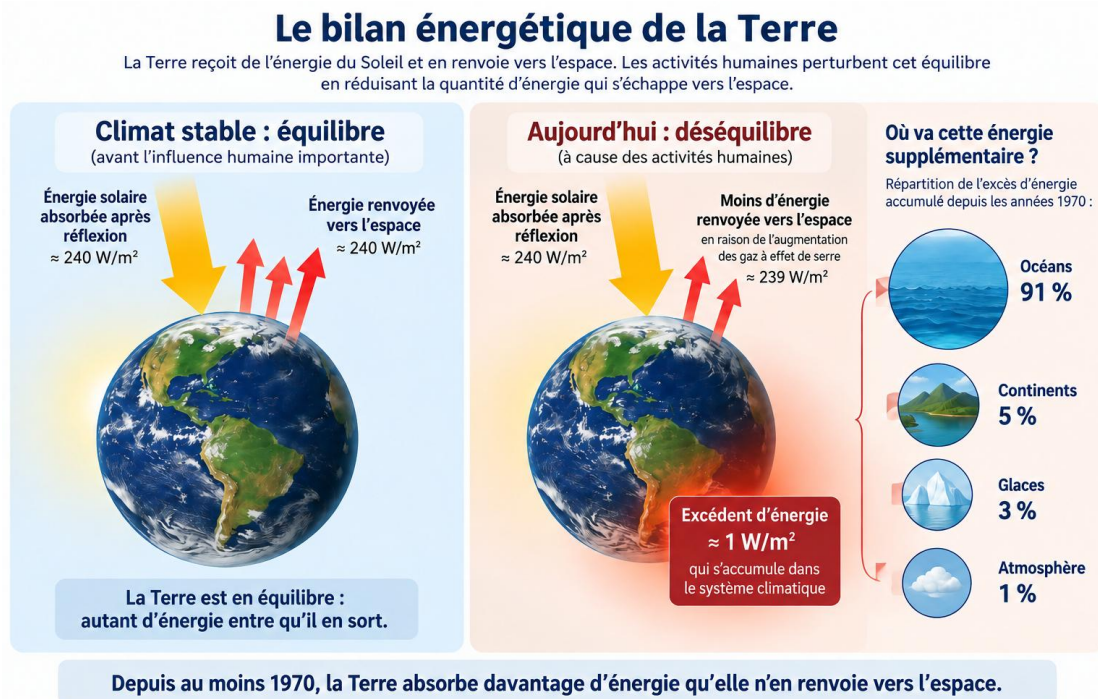
15- Parce que nos activités modifient la composition gazeuse de l'atmosphère

Non, nous ne réchauffons pas directement l'atmosphère. Nous modifions ses propriétés physiques. Les activités humaines ont ainsi créé un déséquilibre énergétique : la Terre renvoie vers l'espace une part moins importante de l'énergie solaire reçue. **Environ 1 watt par mètre carré, sur 510 000 000 000 000 de mètres carrés, en moyenne à tout instant.**

Cette énergie supplémentaire s'accumule, et réchauffe progressivement la planète.

Mais comme nous continuons à émettre des gaz à effet de serre, ils s'accumulent toujours plus et le déséquilibre s'accroît : il a augmenté en moyenne de 0,44 W/m² par décennie entre 2001 et 2025.

La Terre accumule ainsi de la chaleur de plus en plus vite. Chaque jour, nous créons un nouveau « **déséquilibre dans le déséquilibre** ». ↗ Indicateurs climatiques mondiaux – 2026



Sur environ 340 W/m² reçus du Soleil, 100 sont réfléchis et 240 sont absorbés. Le schéma illustre le déséquilibre : 240 absorbés, 239 renvoyés vers l'espace, 1 qui s'accumule. Valeurs moyennes et arrondies. ↗ NASA – bilan énergétique

Cette énergie supplémentaire s'accumule essentiellement dans l'eau :

- les océans chauffent et se dilatent,
- les glaciers fondent et s'écoulent en mer,
- l'eau en surface (sol et végétaux) s'évapore plus vite,
- la quantité de vapeur d'eau augmente dans l'air.

La mer monte, la glace disparaît, les pluies les plus intenses deviennent plus intenses. À l'inverse, lorsqu'il ne pleut pas, la chaleur accentue l'évaporation et assèche plus vite les sols et la végétation. Dans de nombreuses régions, les sécheresses deviennent plus longues et plus intenses.

Si la tendance actuelle se poursuit, ces évolutions s'accroîtront. Cela ne signifie pas que tous les événements météorologiques deviendront plus violents, mais **cela signifie que les phénomènes extrêmes pourront être plus extrêmes**.

Ce « déséquilibre dans le déséquilibre » peut ainsi se traduire par des contrastes plus marqués entre excès d'eau et manque d'eau, vagues de chaleur plus intenses et vagues de froid encore possibles : **une forme de violence atmosphérique croissante, à laquelle nous sommes tous soumis**.

16- Les plus fragiles sont les plus exposés... mais personne n'est à l'abri

Le changement climatique frappe d'abord les personnes qui disposent de la plus faible marge d'adaptation : logements plus difficiles à protéger, métiers exposés, santé plus fragile, moindre mobilité et moins de capacité financière à réparer, déménager ou s'assurer. Dire que les plus modestes sont les plus vulnérables reste donc juste et essentiel.

Ces inégalités sont aussi territoriales. Le Haut Conseil pour le climat souligne qu'outre-mer, l'exposition aux aléas se combine souvent avec la pauvreté, les difficultés d'accès à l'eau et les fragilités du système de soins. ↗ [HCC – vulnérabilités ultramarines](#)

Mais il ne faut pas en déduire l'inverse : **l'argent réduit fortement la vulnérabilité, il n'achète pas une immunité climatique**. Un orage violent, une crue éclair, une chute de blocs, une grêle géante ou une tornade sont des phénomènes physiques, sans sélection socio-économique.

Le naufrage du Bayesian qui a fait 7 morts au large de la Sicile en août 2024 l'illustre brutalement. Le super-yacht de 56 mètres transportant un milliardaire et ses amis, avec équipage professionnel, est frappé en pleine nuit par un phénomène convectif extrêmement violent sur des eaux anormalement chaudes. Cet accident rappelle que des moyens techniques et financiers considérables peuvent réduire la vulnérabilité sans supprimer l'exposition à un événement extrême. ↗ [CNR-ISAC](#)

Et il n'est pas nécessaire d'être directement frappé par une catastrophe pour en subir les conséquences. Une habitation peut rester intacte alors que l'électricité est coupée, que l'eau ne coule plus au robinet ou que certains aliments deviennent rares. L'Agence européenne pour l'environnement souligne précisément ces risques qui touchent simultanément l'énergie, l'eau, l'alimentation et les transports. ↗ [AEE – risques climatiques](#)

Disposer d'argent permet de mieux y répondre : alimentation électrique de secours, réserves et livraisons d'eau, achats plus coûteux, hébergement ailleurs. **Ces protections sont réelles, mais leur autonomie reste conditionnelle**. Un groupe électrogène dépend de son approvisionnement en carburant ; une batterie doit pouvoir être rechargée ; une citerne doit être remplie à partir d'une ressource disponible et accessible. On peut contourner une défaillance locale sans pour autant s'affranchir de toutes les chaînes d'approvisionnement, elles-mêmes exposées aux aléas climatiques. ↗ [AIE – sécurité énergétique](#)

Pour l'alimentation, remplacer les petits pois ou les artichauts manquants, utiliser des stocks ou importer permet d'amortir une mauvaise récolte. Mais ces possibilités se réduisent lorsque plusieurs bassins de production sont touchés simultanément. **Le pouvoir d'achat facilite l'accès à ce qui reste disponible ; il ne reconstitue pas une récolte détruite**. Le risque ne se limite donc pas à payer davantage : il concerne aussi la diversité des produits accessibles et la continuité des approvisionnements. ↗ [AEE – alimentation et sécheresse](#)

Enfin, j'entends nombre de personnes de classe moyenne ou supérieure souhaiter partir vers un territoire moins exposé. Ceci peut également constituer une adaptation efficace. Mais cela suppose toutefois un logement, des ressources et des services fonctionnels et de même niveau à destination. Et changer de lieu de vie peut réduire certains risques, mais entraîne aussi des coûts et des ruptures professionnelles ou sociales ; et **la possibilité de se déplacer ne constitue pas, à elle seule, une garantie de sécurité durable**. Le GIEC souligne que les relocalisations peuvent elles-mêmes créer de nouvelles vulnérabilités. ↗ [GIEC – mobilités et adaptation \(TS.C.7.3\)](#)

Les plus aisés disposent ainsi de protections beaucoup plus importantes que les plus modestes. Mais il faudra de plus en plus arbitrer collectivement entre **ce qui peut encore être protégé ou adapté, à quel coût, et ce qui devra éventuellement être transformé, déplacé ou abandonné**.

Se préparer à +4 °C ne signifie donc pas pouvoir tout protéger à +4 °C. L'argent augmente la capacité de se protéger ; il ne garantit pas une protection sans limite et ne remplace pas la résilience collective.

À un moment donné, si nous n'arrêtons pas d'aggraver le réchauffement climatique, **il faudra faire des choix, quelle que soit notre classe socio-économique, sur ce qui est encore sauvable et ce que l'on abandonne**. ↗ [HCC – limites de l'adaptation](#)

17- L'adaptation engage aussi l'avenir des territoires et là encore, aucun n'est à l'abri

Il n'y a pas que les catastrophes soudaines. Dans son étude de 2024, le Cerema estime qu'environ **5 200 logements pourraient être exposés au recul du trait de côte en 2050**, même avec le maintien des ouvrages de protection. C'est un ordre de grandeur national. Il faut préparer les choix : où protéger, où ne plus construire et où organiser un déplacement. ↗ [Cerema – littoral à l'horizon 2050](#)

Pour les forêts, l'inventaire publié par l'IGN en 2025 montre que **le volume annuel d'arbres morts a plus que doublé en dix ans**. Préserver les sols, l'eau et les habitats, adapter la gestion et préparer la lutte contre les incendies ne sert pas seulement à stocker du carbone : il s'agit aussi de protéger le vivant et les territoires. ↗ [IGN – point du 15 septembre 2026](#) ↗ [HCC – protection des territoires](#)

On lit parfois que les bords de Méditerranée seraient en voie de désertification, tandis que plus au nord sont envisagées des plantations, des migrations assistées ou la libre évolution. La réalité est plus complexe. La végétation méditerranéenne est depuis longtemps adaptée à une contrainte sévère : la saison la plus chaude est aussi la plus sèche. Beaucoup d'espèces réduisent alors fortement leur activité et certaines entrent en véritable dormance estivale, ce qui améliore leur survie aux sécheresses sévères ([Gillespie et Volaire – Annals of Botany](#)).

Cela ne met évidemment pas le Sud à l'abri d'un climat qui peut dépasser ces capacités d'adaptation. Mais plus au Nord, des végétaux adaptés à des climats frais et humides peuvent être très vulnérables aux nouvelles chaleurs et sécheresses. Et leur remplacement par des espèces méditerranéennes n'est pas évident : celles-ci doivent aussi supporter le froid et le gel — une limite explicitement étudiée par l'INRAE, par exemple pour la remontée du pin d'Alep vers le nord ([INRAE](#)) — mais aussi des sols durablement froids, humides ou engorgés auxquels certaines sont mal adaptées.

Il faut donc se méfier de l'image trop simple d'un Sud qui deviendrait hostile à la végétation et d'un Nord qui lui servirait de refuge. Les travaux sur la migration assistée montrent d'ailleurs que déplacer

vers le nord des espèces plus résistantes à la sécheresse ne constitue pas une simple substitution et peut profondément modifier le fonctionnement des écosystèmes (INRAE – migration assistée).

Le changement climatique impose partout de nouvelles combinaisons de chaleur, de sécheresse, de froid et d'humidité auxquelles les végétations actuelles ne sont pas nécessairement préparées. **C'est ainsi qu'aujourd'hui, les paysages en mosaïque sont largement recommandés** : un peu de tout, pour la complémentarité et l'espoir qu'une partie au moins résiste mieux (Ministère de l'Agriculture).

18- L'agriculture bourreau et victime

L'été 2026 montre que l'adaptation du système productif n'est plus une question théorique. Chaleurs records, déficit pluviométrique et sécheresse des sols ont affecté simultanément l'agriculture, les ressources en eau et les conditions de travail (Météo-France).

Pour l'agriculture, la conclusion est directe. Il faudra produire avec des étés plus chauds et souvent plus secs, alors même que l'irrigation entre davantage en concurrence avec les autres usages de l'eau. Mais l'agriculture participe aussi au réchauffement qu'elle devra affronter : elle représente encore environ 21 % des émissions brutes françaises. S'adapter sans réduire ses émissions revient donc à lutter contre les conséquences, tout en continuant à en alimenter la cause (HCC – 2026).

L'été 2026 montre également pourquoi cette adaptation devra être très locale. Les conséquences d'une même sécheresse dépendent du sol, de sa réserve en eau, des cultures, du relief et du climat local. Il faut donc pouvoir expérimenter et adapter cultures et pratiques au couple sol-climat de chaque territoire, plutôt que rechercher une solution uniforme. Cette finesse locale n'interdit pas les économies d'échelle : machines, stockage, transformation, logistique ou commercialisation peuvent rester mutualisés, à condition que leur décarbonation ne soit jamais oubliée.

19- Ni techno-solution miracle, ni nature toute-puissante

Face à l'ampleur du problème, il faut éviter une confusion stratégique : toutes les solutions utiles ne jouent pas le même rôle. Trois familles de réponses sont notamment régulièrement avancées pour compléter, ou parfois prétendre remplacer, la réduction directe des émissions :

1. Retirer massivement le CO₂ de l'atmosphère,
2. Modifier artificiellement le rayonnement solaire reçu par la Terre pour la refroidir,
3. Compter sur les écosystèmes pour absorber une part croissante de nos émissions.

Retirer du CO₂ de l'atmosphère sera probablement nécessaire pour compenser les émissions résiduelles réellement impossibles à supprimer. Mais les techniques disponibles restent limitées par leur maturité, leur coût, l'énergie, l'eau, les matériaux, les surfaces nécessaires et la garantie d'un stockage durable. Elles peuvent compléter la baisse des émissions ; elles ne peuvent aujourd'hui la remplacer à l'échelle nécessaire. ↗ GIEC AR6 – chapitre 12, § 12.3 ↗ State of CDR – 2026

La modification artificielle du rayonnement solaire pose un problème d'une autre nature. Injecter des aérosols dans la stratosphère ou modifier les nuages pourrait, en théorie, refroidir temporairement la planète sans retirer le CO₂. Cependant, le CO₂ restant présent, l'acidification des

océans continuerait et les effets régionaux sur les pluies et les circulations atmosphériques resteraient incertains. Il faudrait en outre maintenir l'injection chimique tant que les concentrations de gaz à effet de serre resteraient élevées. Un arrêt brutal après un déploiement important pourrait provoquer un rebond très rapide du réchauffement : le « choc de terminaison » fait partie des risques identifiés. ↗ PNUE – mai 2026

Et même si une telle technologie devenait un jour maîtrisée — ce qui n'est ni le cas aujourd'hui ni prévisible à court ou moyen terme — resterait une question politique vertigineuse : qui règle le thermostat de la planète ? À quelle température décide-t-on de stabiliser le climat ? Une décision prise par quelques pays modifierait pourtant le climat de tous les autres. C'est, concrètement, **un problème majeur de gouvernance climatique mondiale**. ↗ PNUE

Les solutions fondées sur la nature sont indispensables, mais pour ce qu'elles savent réellement faire : restaurer la biodiversité, protéger les sols et l'eau, atténuer certains extrêmes locaux, stocker une partie du carbone et rendre les territoires plus résilients.

Restaurer les sols, les zones humides, les haies et les forêts fonctionnelles, augmenter la matière organique des sols agricoles et retenir davantage l'eau dans les paysages sont donc des politiques à mener résolument. **Mais leur efficacité dépend elle-même du climat** : sécheresses, incendies, mortalité forestière, fermeture des stomates et dégradation des sols peuvent affaiblir, voire parfois inverser, certains puits de carbone.

Il faut donc refuser deux illusions symétriques : croire qu'une technologie future nous dispenserait de réduire les émissions ; ou laisser penser que la restauration de la nature terrestre pourrait, à elle seule, ramener le climat passé. Une France au-delà de +2,7 °C, donc bien avant +4 °C, restera une France profondément transformée où rien ni personne ne sera totalement indemne, même si elle est mieux végétalisée, mieux adaptée et plus riche en biodiversité.

La nature peut amortir une partie des chocs ; elle ne peut pas arrêter le rouleau compresseur d'un réchauffement qui se poursuit. À +1,9 °C, niveau atteint depuis 2025 en France, dans des conditions exceptionnelles mais réalistes, les températures locales pourraient déjà approcher ponctuellement 50 °C. Ainsi, Météo-France estime que, dans une France à +4 °C, des pics de chaleur proches de 50 °C pourraient devenir réguliers. À ce niveau, préserver les écosystèmes devient encore plus indispensable — et pourtant beaucoup plus difficile. ↗ Météo-France – climat futur

La hiérarchie des priorités doit donc être claire : réduire rapidement les émissions ; développer les technologies bas carbone et l'efficacité ; restaurer les écosystèmes ; adapter les territoires ; et réserver l'élimination du CO₂ aux émissions résiduelles que nous ne saurons réellement pas supprimer.

Ces politiques doivent être articulées pour renforcer leurs complémentarités et limiter leurs contradictions. Mais aucune combinaison ne dispense de la condition physique centrale : **stabiliser le réchauffement anthropique exige d'atteindre au moins le zéro émission nette de CO₂ et de réduire fortement les émissions des autres gaz à effet de serre.** « Zéro net » signifie que les émissions résiduelles de CO₂ sont compensées par des absorptions durables. ↗ HCC – stabiliser le réchauffement

20- La conclusion reste toujours la même.

Il faut évidemment nous adapter : gestion de l'eau, agriculture, forêt, santé, urbanisme, énergie, infrastructures... Mais l'adaptation ne traite que les conséquences.

Je le répète : **stabiliser le réchauffement exige le zéro émission nette de CO₂ et une forte réduction des autres gaz à effet de serre.** Ce n'est pas une préférence politique, mais une condition physique.

La priorité reste donc de réduire nos émissions le plus rapidement possible, tout en préparant nos territoires aux changements désormais inévitables.

On me pose toujours les mêmes questions : « **Mais comment faire à mon niveau ?** », « **Ne suis-je pas qu'une goutte d'eau face aux autres et à l'industrie ?** »

- La première réponse est de s'occuper de soi avant de regarder les autres : réduire sa consommation d'énergies fossiles, notamment dans ses déplacements, mais aussi consommer moins et mieux. Car derrière presque tout ce que nous achetons, il y a des matières premières à extraire et transformer, de l'énergie consommée, des transports et donc des émissions de gaz à effet de serre.

Comment ? Tout le monde l'a entendu au moins une fois : en consommant moins, en faisant durer, en réparant et en réutilisant davantage ; en privilégiant lorsque c'est pertinent les productions locales et peu transformées ; en limitant les emballages ; et, plus généralement, en privilégiant les activités, productions et transports utilisant une électricité bas carbone plutôt que des énergies fossiles.

Même ce simple texte en génère, à travers les infrastructures numériques qu'il utilise.

OUI, LA ROUTE EST LONGUE !

C'EST PRÉCISÉMENT POUR CELA QU'IL FAUT PARTIR TOUT DE SUITE !

Mais surtout, nous ne sommes pas seulement des consommateurs. **Nous sommes aussi des citoyens et des électeurs.**

- La seconde réponse est donc que les prochaines échéances seront l'occasion de comparer les programmes : les actions réelles et efficaces proposées face au changement climatique, au soutien de la biodiversité qui nous est indispensable et pour échapper à notre dépendance aux énergies fossiles. **C'est là que sont les leviers dont nous disposons collectivement.**

Et entre deux élections, nous ne sommes pas condamnés à attendre. Agir dans une association, au travail ou dans sa commune, examiner les budgets et demander des comptes sur les engagements : c'est aussi exercer notre pouvoir collectif.

21- Alors, vu du climat, qu'est-ce qu'un bon programme politique ?

Arrêtons d'inventer et de rediscuter éternellement ce qui a déjà été évalué par plusieurs générations de scientifiques depuis plusieurs décennies. Je conseille à tous de lire les dernières publications du Haut Conseil pour le climat qui apportent des réponses concrètes et chiffrées, parfois sévères envers les partis politiques français.

Une promesse de protection ne remplace ni un budget ni des travaux. Dans son rapport de juillet 2026, le Haut Conseil pour le climat appelle à **doubler les investissements bas carbone**, publics et privés, et à diviser par deux les investissements carbonés d'ici 2030. Il ne s'agit donc pas seulement de dépenser davantage, mais aussi de **réorienter les investissements qui**

entretiennent notre dépendance aux énergies fossiles, notamment les achats de véhicules thermiques. ↗ HCC – rapport 2026

Sur l'énergie, le HCC relève que le photovoltaïque a fortement progressé, tandis que le développement de l'éolien terrestre ralentit et que l'éolien en mer reste en retard sur les trajectoires prévues. Plus largement, sortir des énergies fossiles suppose de disposer de suffisamment d'énergie bas carbone. **Ce constat ne préjuge cependant ni du choix des technologies ni de leur implantation.** L'enjeu est de réduire effectivement les émissions en recherchant, pour chaque territoire, les solutions présentant le meilleur équilibre entre bénéfices climatiques et autres impacts. ↗ HCC – énergie

Qui fait quoi, avec quel argent et pour quand ? État, collectivités, Union européenne et entreprises doivent répondre sur les émissions évitées, les logements protégés, les transports accessibles et les services essentiels renforcés. **Le HCC relève notamment des moyens et un suivi insuffisants dans les territoires.** Des évaluations indépendantes et publiques doivent permettre de confronter les promesses aux réalisations. ↗ HCC – collectivités, avril 2026

On ne transforme pas un pays en demandant à chacun de se débrouiller. Un locataire ne décide pas seul de rénover ; une personne sans alternative à la voiture ne peut pas simplement y renoncer. Agriculteurs, salariés et petites communes ont besoin d'aides stables, de formation et d'accompagnement.

Et lorsque l'eau manque, quels usages préserver ? Quelles activités transformer, quels équipements maintenir ? Ces choix doivent être débattus avant l'urgence. Irriguer, climatiser ou renforcer une digue peut être utile ; mais une réponse qui augmente la dépendance à une ressource rare ou déplace le risque vers les voisins peut aggraver la situation. **Une adaptation doit protéger dans la durée, pas seulement repousser le problème.**

La France ne peut pas tout, mais cela ne la dispense de rien. L'Union européenne donne plus de poids aux choix industriels, énergétiques et commerciaux. Notre responsabilité inclut les émissions produites ailleurs pour fabriquer nos importations.

Le climat impose des contraintes physiques ; il ne choisit ni les budgets, ni les priorités, ni la répartition des efforts. Ces choix restent politiques.

22- L'économie ? Un domaine volontairement mis de côté

Ce document n'aborde volontairement pas les choix de politique économique.

La science peut mesurer les conséquences du changement climatique, évaluer des risques et comparer l'efficacité de certaines réponses ; elle ne peut pas décider comment répartir les richesses et les efforts.

Faut-il orienter l'argent public vers les consommateurs pour soutenir la demande ou vers les producteurs pour développer l'offre ? Aider prioritairement les plus fragiles ou favoriser ceux dont on attend qu'ils créent de la richesse ?

Ces arbitrages reposent sur des conceptions différentes de la société et relèvent du débat démocratique, non des conclusions que l'on peut tirer de l'observation du climat.

À celles et ceux qui ont tenu jusque-là, je souhaite une belle journée !

Car gardons en tête que **l'éco-anxiété** qui touche de plus en plus de personnes, **ne doit pas être un frein à l'action : transformons plutôt notre inquiétude en moteur pour agir.**

Stéphane Thomas
Retraité de Météo-France
Membre du comité de relecture du GIEC, Groupe 1